

Et Macron lâcha sa première bombe de "présidentiable" : retirer aux syndicats la gestion de la protection sociale pour la confier à l'Etat



L'ancien patron de Bercy a dévoilé une première ambition : transformer le système de gestion et de financement de la protection sociale. Ce n'est pas une réforme, c'est une révolution.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Emmanuel Macron ne veut pas se contenter de réformes comptables ou d'ajustements pour faire repartir le système économique français. Il considère que le système a besoin d'une transformation radicale, à commencer par la protection sociale.

Lors de son troisième meeting qu'il a tenu à Montpellier cette semaine et qui devait achever une séquence de diagnostic du pays, il a dévoilé un début de programme présidentiel. Et quel début, puisqu'il propose de transformer complètement le fonctionnement du système social ! D'une part, il veut en modifier le financement en remplaçant les cotisations assises sur le travail salarié par l'impôt.

Dans ce cas-là, la gestion ne serait plus paritaire et confiée aux syndicats, mais à l'Etat.

Ce n'est pas une réforme, c'est une révolution.

L'idée n'est pas nouvelle, mais elle est tellement dérangeante qu'elle n'avait jamais été sérieusement portée par un responsable politique.

Cette idée s'appuie sur trois évolutions, trois constats.

1) Le système de protection sociale français a été mis en place il y a 70 ans, après la Seconde Guerre mondiale, par le général de Gaulle qui en avait fait le socle d'unification sociale et politique du pays. Depuis, toutes les conditions de fonctionnement du système économique ont changé. La base de financement s'est rétrécie parce que le travail salarié, qui sert à calculer et à payer les cotisations, est devenu fragile. D'autres statuts, d'autres formes d'exercice du travail se sont multipliés, faisant reculer le salariat.

2) Alors que le financement est devenu plus difficile, le coût de la protection sociale a explosé Le coût de la formation, le coût du chômage, le coût des couvertures santé, le coût des retraites. Tout a explosé sous la pression démographique et l'allongement de l'espérance de vie, sous la pression de la concurrence internationale qui a délocalisé des pans entiers de la production industrielle.

3) Le mode de gestion fondé sur le paritarisme a fait la part (trop) belle aux appareils syndicaux qui sont aujourd'hui de moins en moins représentatifs. Les différentes branches de la protection sociale (santé, retraite, famille, emploi) servent aussi à financer les appareils syndicaux, qu'ils soient salariés ou syndicaux. Dans ces conditions, la structure de fonctionnement n'est pas la

mieux placée pour initier des changements propres à améliorer la performance globale. L'objectif des partenaires sociaux est de protéger le *statu quo*.

Le diagnostic rendu public par Emmanuel Macron est ultra simple. Le système de protection sociale a été construit pour satisfaire des objectifs de solidarité, avec un système de financement qui répondait à une logique d'assurance. Les dépenses étaient mutualisées avec les coûts assez bien maîtrisés.

Le système a fonctionné pendant un demi-siècle, mais depuis 20 ans, il accumule les dettes. Le coût de la santé, de la retraite, du chômage sont supérieurs aux recettes de cotisations qu'on ne peut augmenter sauf à mettre en risque la compétitivité des entreprises.

La prescription Macron coule de source. **Si l'on veut conserver un système de protection sociale fondé sur la solidarité, il faut le sortir de sa logique assurancielle** pour le doter d'un financement public, donc l'impôt. Ce qui implique d'en changer le mode de gestion et d'abandonner le paritarisme.

Cette première proposition d'Emmanuel Macron est évidemment explosive sur le plan politique. Parce qu'elle correspond certes à une nécessité, mais personne dans le système n'a intérêt à le transformer. Il représente des masses financières tellement importantes (l'équivalent du budget de l'Etat), avec les pouvoirs qui vont avec. La montagne paraît infranchissable.

Le pari est insensé mais s'il pouvait seulement faire bouger la campagne présidentielle, et obliger les candidats de droite comme de gauche à dépasser l'expertise-comptable dans laquelle ils s'enferment, il aurait au moins servi à quelque chose.